



ÉDOUARD VAILLANT

LE SOCIALISME RÉPUBLICAIN

GILLES CANDAR

**ÉDOUARD
VAILLANT**
LE SOCIALISME RÉPUBLICAIN

GILLES CANDAR

SOMMAIRE

Introduction	5
Jeunesse et éducation	9
La guerre, la Commune et l'exil	13
Le socialisme révolutionnaire	23
La République en crise. L'affaire Dreyfus et les dilemmes socialistes	35
L'unité socialiste	43
Une stratégie internationale	55
Des réformes laïques et sociales... révolutionnaires ou républicaines ?	61
Jusqu'au bout...	67

Photographie de couverture :

© Moreje. Extrait d'une mosaïque du parcours *La Commune de Paris 1871*.
www.moreje.fr

INTRODUCTION

Sauf peut-être à Vierzon et dans le Cher¹, la personnalité d'Édouard Vaillant ne semble plus intéresser aujourd'hui que les spécialistes de l'histoire politique et sociale de la France sous la III^e République. En son temps, il fut pourtant souvent associé à Jean Jaurès et à Jules Guesde et désigné comme le « troisième homme » du socialisme français. Un siècle après sa mort, sa mémoire est aujourd'hui surtout assurée par une présence encore importante dans les dénominations de voies publiques ou sur les frontons des établissements scolaires. Deux lycées, quatre collèges, une douzaine de groupes scolaires, au moins trois gymnases, autant d'« espaces culturels », un marché et un square s'ajoutent aux quelque 170 rues, places, boulevards et avenues répartis dans toute la France populaire. Cela va de son fief du XX^e arrondissement de Paris aux divers centres ouvriers de la France

1. Parmi les initiatives berrichonnes, parisiennes et nationales à l'occasion du centenaire de sa mort, signalons notamment la publication par Jean-Marie Favière de *Je te parle au sujet d'Édouard Vaillant. La tête pensante de la Commune*, Aix-en-Provence, JPS éditions, 2015. Un tome II, *Le grand socialiste*, est annoncé.

du Nord (Lille, Roubaix, Lens, Liévin, Outreau...), du Midi (Marseille, Toulouse, Arles, La Seyne-sur-Mer, Saint-Mitre...) ou de l'Ouest (Saint-Brieuc, Brest, Le Mans, Laval...), avec en tête la banlieue parisienne (Bobigny, Gennevilliers, Pantin, Le Blanc-Mesnil, Fontenay-sous-Bois, Suresnes, Palaiseau...), le Berry originaire (Bourges, Vierzon) ou son voisin limousin (Limoges, Saint-Junien)². Une présence somme toute notable, qui le place bien derrière Jaurès bien sûr, mais au même niveau que Jules Guesde et loin devant Marcel Sembat ou Albert Thomas.

Dans une certaine mesure, le nom est donc familier, mais guère l'homme, et pas davantage ses idées ou ses actions. Cependant, revenir sur son itinéraire ne répond pas seulement à un goût pour les évocations nostalgiques ou à une manie érudite de connaissance des acteurs de la vie politique des XIX^e et XX^e siècles. Son parcours est long, s'étendant du Second Empire à la Grande Guerre. Vaillant est un intellectuel et un militant d'un type un peu particulier : intellectuel sans œuvre, pourrait-on dire. Il n'est pas un écrivain. Quel titre citer ? Pourtant, après de longues études, il écrit beaucoup, des articles de presse, des proclamations ou des manifestes, parfois substantiels. Militant, voué à la politique, mais selon l'avis général médiocre orateur, en un

2. Pour les voies publiques, merci à Gilles Aymard du Service national de l'adresse de La Poste.

temps où la parole garde tout son prestige³. Sa voix porte autrement, par l'autorité de ce qu'il dit et de ce qu'il représente, peut-être aussi justement par un refus assumé de l'éloquence. Avant tout, il est républicain, laïque et socialiste. Révolutionnaire aussi puisqu'il prend part à la Commune de Paris, il en est l'élu, délégué à l'Intérieur puis à l'Instruction publique. Exilé, condamné à mort par contumace, il reste la mémoire vivante de la Commune, salué par de retentissants « Vive la Commune ! » lorsqu'il paraît en public. Il sert de trait d'union entre les deux premières Internationales : membre du comité général de l'Association internationale des travailleurs (AIT), il est constamment délégué par son parti au Bureau socialiste international (BSI). Sous la République, une fois amnistié, il est vite élu, et se révèle actif, efficace et populaire. Conseiller de Paris dès 1884⁴, il est réélu à chaque occasion et n'abandonne son siège qu'après son élection comme député dans la même circonscription (Père-Lachaise et Charonne, XX^e arrondissement de Paris) qu'il détient jusqu'à sa mort. Organisateur et propagandiste d'un socialisme affirmant des perspectives révolutionnaires, il devient un

3. Une voix sans timbre, monotone, parfois bredouillante. Son biographe Justinien Raymond incrimine une maladie infectieuse de la gorge contractée lors de sa fuite en Espagne après la Commune (« Édouard Vaillant », *Les Grands révolutionnaires*, Paris, Martinsart, 1985).

4. Élu municipal du quartier du Père-Lachaise dont la représentation sous la III^e République est étonnamment stable : succèdent en effet à Vaillant deux socialistes, Émile Landrin de 1894 à 1914, puis Alphonse Loyau de 1914 à 1941.

personnage décisif du « laboratoire du réformisme social » initié par la III^e République. En théorie comme en pratique, il façonne l'image de l'élu de la gauche avancée en république parlementaire. Pour l'anecdote, il peut être signalé qu'en 1913 il est le premier socialiste depuis François-Vincent Raspail en 1848 à se porter candidat à la présidence de la République. Pivot du socialisme français pendant plusieurs décennies, il anime des formations de plus en plus larges : le Comité révolutionnaire central (1881-1898) d'abord, transformé en Parti socialiste révolutionnaire (1898-1902) avant de se lier aux guesdistes dans un Parti socialiste de France (PSDF) (1902-1905), qui s'intègre à son tour dans le Parti socialiste, Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO). Son alliance privilégiée après 1905 avec Jaurès, favorisée par des vues convergentes sur les questions internationales, les rapports entre syndicats, coopératives et organisation politique, et une stratégie d'ensemble dite d'« évolution révolutionnaire » chez l'un et d'« action totale » chez l'autre, façonne bien des traits marquants du socialisme et donc d'une bonne part de la gauche française d'hier et d'aujourd'hui.

JEUNESSE ET ÉDUCATION

Comme beaucoup d'autres révolutionnaires ou dirigeants socialistes, Édouard Vaillant est issu d'un milieu social favorisé. Son père, prénommé Michel (1805-1880), nivernais aux origines berrichonnes alors que son épouse Ambroisine (1813-1899) est bourguignonne, exerce la charge de notaire. Il est en outre propriétaire d'une forge à Salbris et de plusieurs domaines, à Massay et ailleurs... Les Vaillant résident à Vierzon lorsque naît le 29 janvier 1840 leur fils, Marie Édouard. Dès 1842, la famille s'installe à Paris. Placé à huit ans en internat au collège Sainte-Barbe, sur la Montagne Sainte-Geneviève, où furent élèves (entre autres...) avant lui Ignace de Loyola, Eugène Cavaignac et Félix Dupanloup, et après lui Jean Jaurès, Alfred Dreyfus et Charles Péguy, Vaillant sera toujours un peu plus parisien que provincial malgré les très fortes attaches conservées en Berry et dans les régions alentour. Sa formation se singularise par son caractère moderne et scientifique. Il passe avec succès le baccalauréat ès sciences (1857) et entre à l'École Centrale en 1859. Il en sort trois ans après, « dans des conditions très

honorables » (18^e sur 81 diplômés) nous apprend son biographe Maurice Dommanget⁵. Vaillant poursuit ses études, s'inscrit à la faculté des sciences de la Sorbonne, au Muséum national d'histoire naturelle, à l'École de médecine et assiste à des cours du Collège de France. Sa situation familiale lui permet une entrée tardive dans la vie professionnelle. Il participe alors pleinement à une vie estudiantine foisonnante qui déborde du strict cadre universitaire pour englober l'ensemble des débats et critiques à l'encontre de la société du temps. L'accumulation des inscriptions universitaires ne doit cependant pas faire illusion. L'université du Second Empire est encore embryonnaire : 4 000 étudiants en médecine environ dans toute la France, sans doute dix fois moins en sciences, peu de cours et conférences et une formation dispensée au moins quantitativement réduite⁶. Mais le Quartier latin des années 1860 est aussi un milieu où se forme l'idéologie républicaine, fondée sur les droits de la science et de la libre pensée, hostile au régime impérial et à l'Église catholique⁷. Discussions, agitations, publications se succèdent.

5. Maurice Dommanget, *Édouard Vaillant, un grand socialiste*, 1840-1915, Paris, La Table ronde, 1956. Commandée par la famille Vaillant, cette biographie est très bienveillante à l'égard de son héros. Elle n'en reste pas moins un travail rigoureux et une source essentielle de références.

6. Antoine Prost, *Histoire de l'enseignement en France*, Paris, Armand Colin, 1968, pp. 223-244.

7. Philip Nord, *Le moment républicain*, Paris, Armand Colin, 2013 [New York, 1995], pp. 55-72.

Vaillant fait la connaissance de Charles Longuet (1839-1903), issu d'une bonne famille normande et étudiant en droit, fondateur de *La Rive gauche* (1864-1866). Il croise sans doute Paul Lafargue (1842-1911), étudiant en médecine venu de Cuba, Victor Jaclard (1840-1903), lui aussi étudiant en médecine, tous admirateurs de Louis-Auguste Rogeard (1820-1896), auteur en 1865 des *Propos de Labienus*, que lui-même révère. Il rencontre Félix Pyat (1810-1893) et Jules Vallès (1832-1885), deux figures de l'extrême gauche, commence à participer au mouvement républicain, sans faire partie des premiers cercles, contacte Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865), admire Charles Darwin (1809-1882), fréquente Ludwig Feuerbach (1804-1872), qui le séduit par son matérialisme athée⁸.

Comme ses camarades, Vaillant associe la politique aux études. Contrairement à ce qui est parfois indiqué, il ne semble pas avoir soutenu de doctorat en sciences. Il choisit de compléter sa formation en Allemagne, héritage du Grand Tour européen jadis pratiqué par l'élite des étudiants. Il fréquente ainsi, d'abord pour la chimie, puis pour la philosophie et surtout la médecine, les universités

8. La correspondance entre Vaillant et Feuerbach est conservée à l'Universitätsbibliothek de München. Cf. Jean-Pierre Lefebvre, « Introduction » à Karl Marx, *Le Capital*, Paris, Messidor/Éditions sociales, 1983, rééd. PUF, « Quadrige », 1993. De nombreux extraits de la correspondance sont donnés par Jean-Marie Favière, *Je te parle...*, op. cit.

d'Heidelberg (1866-1867), Tübingen (1867-1868), Vienne (1868-1869) et à nouveau Tübingen (1869-1870). Quatre années de formation intellectuelle qui contribuent à faire de lui sans doute plus que le « demi-ingénieur et demi-médecin⁹ » moqué par Péguy. Au total, treize années d'études supérieures, principalement scientifiques et médicales, même si elles ne sont pas totalement abouties. Quand Vaillant rentre en France à l'été 1870, il a trente ans et dispose d'une formation aussi solide qu'originale dans le milieu de l'extrême gauche républicaine. Il a approfondi sa formation politique, sa connaissance des hommes et des doctrines socialistes, avec une expérience internationale assez vaste (France, Allemagne, Autriche...) et il a adhéré auprès de Johann Philipp Becker (1809-1886), un ancien de la révolution badoise de 1848, grand ami des Marx et d'Engels, à la section allemande de l'AIT à Genève.

9. Charles Péguy, « Casse-cou », 2 mars 1901, cité par Christophe Prochasson, « Le miroir brisé : retour sur la relation Péguy-Jaurès », *Cahiers Jaurès*, n° 217, juillet-septembre 2015, p. 103.

LA GUERRE, LA COMMUNE ET L'EXIL

Vaillant semble avoir été hostile à la guerre. Pourtant, malgré les avertissements de Thiers, le conflit ne fut pas voulu seulement par les milieux dirigeants de l'Empire, mais aussi par une bonne partie de l'opposition. Il participe au soulèvement du 4 septembre, comme aux diverses actions des sections françaises de l'AIT. Il s'engage dans la garde nationale et rejoint le 88^e bataillon d'artillerie. Politiquement, il est de plus en plus reconnu au sein de l'extrême gauche républicaine, qui revendique une république sociale et démocratique et s'oppose à l'envahisseur, mais qui se méfie du gouvernement provisoire en place depuis le 4 septembre, beaucoup trop modéré à ses yeux. Proche de Charles Longuet, Vaillant siège au comité central républicain de défense nationale des vingt arrondissements de Paris formé en septembre 1870, sans qu'on puisse encore le rattacher à un courant bien défini. Sa participation à la confuse « journée » du 31 octobre ne permet pas de déterminer sa position avec trop de précision. Comme beaucoup d'autres, il se radicalise probablement devant les rigueurs du siège,

l'accumulation des défaites et des mauvaises nouvelles. Au début de janvier 1871, il est un des rédacteurs de la seconde « affiche rouge » qui marque le début du mouvement révolutionnaire de la Commune, ce qui témoigne de son rapprochement avec la stratégie blanquiste orientée vers la prise du pouvoir. Après la « journée » du 22 janvier, qui se solde par un nouvel échec, il est désormais considéré comme associé ou intégré au groupe blanquiste.

De toute façon, à l'instar de la plupart de ses compagnons, Vaillant ne peut pas accepter l'armistice et la capitulation de Paris. Candidat aux élections législatives du 8 février 1871 sur une liste soutenue par l'AIT, la délégation des vingt arrondissements et la Chambre fédérale des sociétés ouvrières, il obtient 49 340 voix (environ 17 % des suffrages), ce qui ne lui permet pas d'être élu. Quatre de ses colistiers le sont, parmi les 43 députés attribués à la Seine. Avec Blanqui et Tridon, il se rend à Bordeaux où siège l'Assemblée nationale, capitale politique du moment. Le 1^{er} mars, les pourparlers de paix y sont ratifiés par 546 voix contre 107 et 23 abstentions. Il est donc absent de Paris lors des événements du 18 mars, mais il rentre le surlendemain et cherche à organiser le mouvement, au titre de son mandat du comité des vingt arrondissements, ce qui ne va pas sans rivalités avec le comité central de la garde nationale. Lors des élections du 26 mars, il est candidat dans le bourgeois VIII^e arrondissement et obtient 2 145 voix sur 4 396 votants et 17 825 inscrits. La

participation au scrutin se révèle particulièrement faible dans cet arrondissement conservateur : moins de 25 %. Après quelques traverses juridiques, Vaillant est néanmoins déclaré élu. Ni sur le moment ni après, il ne se montre convaincu par ce passage électoral qui retarde et dilue l'action révolutionnaire nécessaire. Cela ne l'empêche pas d'accepter le processus. Il joue un grand rôle sous la Commune, servi par sa formation intellectuelle et politique comme par sa position équilibrée entre les différents groupes. Rattaché aux blanquistes dont il a partagé les vues au cours des derniers mois, il conserve de bons rapports avec les internationaux. Il est d'ailleurs désigné dès le 29 mars pour faire partie de la Commission exécutive (7 membres) et, après avoir été délégué à l'Intérieur (du 26 mars au 20 avril), il l'est à l'Instruction publique, restant membre de la nouvelle commission exécutive (9 membres), et exerce parallèlement sa fonction de maire d'arrondissement de son quartier d'élection. En revanche, il ne fait pas partie du comité de salut public constitué en mai, sans vraiment choisir pour autant entre la « majorité » et la « minorité » qui émergent alors.

Pendant cette période héroïque, il exerce d'importantes responsabilités, révélant des qualités de chef révolutionnaire déterminé, cherchant constamment à organiser et à unifier. Ses interventions portent essentiellement sur deux thèmes : les questions sociales et l'éducation. Sur le premier point, il se définit comme socialiste et veut

« frapper la propriété »¹⁰. Vaillant recommande des mesures de taxation rigoureuses des rentiers, commerçants, industriels et fonctionnaires qui n'ont pas vraiment souffert du siège. Sur le second, il manifeste ce que des historiens communistes de la Commune ont appelé une « vigueur laïque »¹¹. Les insignes religieux dans les écoles, toutes officiellement laïcisées le 19 mai, sont supprimés. La Commune proclame dans sa séance du 3 avril la séparation des Églises et de l'État, au nom de la liberté de conscience, mais en rappelant que « le clergé a été le complice des crimes de la monarchie contre la liberté »¹². La Commune n'a guère le temps de passer à la réalisation pratique, même si elle décide l'ouverture le 6 mai d'une école professionnelle pour garçons, rue Lhomond, et le 12 d'une équivalente pour filles, rue Dupuytren, parité audacieuse pour l'époque. Malgré quelques réticences, Vaillant a pu faire intégrer à sa délégation les théâtres, se refusant à les définir comme autre chose qu'un « grand établissement d'instruction »¹³ : ils doivent dès lors passer sous le contrôle du pouvoir révolutionnaire même s'il est prévu de les administrer selon une forme associative. L'essentiel demeure toutefois la

10. *Procès-verbaux de la Commune*, t. I, édition critique par Georges Bourgin et Gabriel Henriot, Paris, Leroux, 1924, séance du 26 avril 1871, p. 506.

11. Jean Bruhat, Jean Dautry, Émile Tersen, *La Commune de 1871*, Paris, Éditions sociales, 1970 (1960), p. 227.

12. Cité par Jacqueline Lalouette, *La séparation des Églises et de l'État. Genèse et développement d'une idée*, Paris, Le Seuil, « L'Univers historique », 2005, p. 309.

13. *Procès-verbaux de la Commune*, séance du 19 mai 1871, *op. cit.*, p. 413.

définition des orientations de principe, telle le 18 mai la revendication du caractère « essentiellement socialiste de la révolution communale », avec « une réforme de l'enseignement assurant à chacun la véritable base de l'égalité sociale, l'instruction intégrale, à laquelle chacun a droit, et lui facilitant l'apprentissage et l'exercice de la profession vers laquelle le dirigent ses goûts et ses aptitudes »¹⁴. Militant énergique, Vaillant est aussi le premier à parler de prise d'otages en réponse aux exécutions pratiquées par les Versaillais.

Après l'écrasement de la Commune (21-28 mai), Vaillant parvient à se cacher et à gagner, grâce à divers secours, l'Espagne puis le Portugal et enfin l'Angleterre, où il serait arrivé le 1^{er} août¹⁵. Comme les autres survivants, il n'échappe pas à des mises en cause et accusations, guère étayées. L'appui constant, moral et matériel de sa mère, qui adoucit son exil londonien, lui vaut quelques jalousies. De fait, il est en mesure d'achever ses études de médecine et de devenir membre du Collège royal de chirurgie, *College of Surgeons*, ce qui lui permettra à son retour en France de porter le titre de docteur en médecine¹⁶. En attendant, un

14. Cité par *La Commune de 1871* (1970), *op. cit.*, p. 212.

15. Archives nationales, Fonds Panthéon 7/16026/1.

16. Une procédure d'habilitation des diplômés étrangers existait. Nous ignorons si elle a été suivie par Vaillant, mais il est admis en 1886 à la Société de médecine publique et d'hygiène professionnelle. Sa qualité de docteur en médecine ne lui a pas été contestée.

conseil de guerre le condamne néanmoins le 17 juillet 1872 à la peine de mort par contumace. Il fréquente Britanniques et exilés, parmi lesquels la famille Marx qui le reçoit très amicalement. Vaillant est « blanquiste » depuis 1870 et deviendra le principal dirigeant du parti ou du courant qui porte ce nom. Mais comme l'a montré de manière précise et argumentée Jolyon Howorth¹⁷, il est sans doute davantage « marxiste », par ses lectures, ses analyses et son comportement politique, pour autant que l'emploi de ces qualificatifs aient une signification historique assurée.

De fait, son parcours politique se construit en s'appuyant sur ces deux bases fondamentales. Avec l'appui de Marx, il intègre, en compagnie d'Albert Theisz et de Charles Longuet, le conseil général de l'AIT dès le 8 août 1871. Il prend part à la lutte d'influence qui oppose Marx et ses proches à Bakounine et ses amis. Convaincu de la nécessité de construire un parti révolutionnaire représentant du prolétariat et combattant les autres partis, irrévocablement bourgeois (conférence de Londres, 17-23 septembre 1871), Vaillant lie l'action politique à la revendication sociale d'une

17. Jolyon Howorth est l'auteur d'une thèse sur Vaillant : *Edouard Vaillant and the French socialist movement: the tactics of "total action"*, University of Reading, 1973, 820 p., dont il a tiré en langue française une synthèse puissante : *Édouard Vaillant. La création de l'unité socialiste en France. La politique de l'action totale*, Paris, EDI/Syros, 1982, préface de Madeleine Rebérioux.

manière qui ne peut que le rapprocher des marxistes. Au congrès de La Haye (2 septembre 1872), s'il vote avec Marx et contre Bakounine le renforcement des pouvoirs du conseil général, il refuse pourtant le transfert du siège à New York. Les anciens communeux de tendance blanquiste comprennent parfaitement que la mesure prépare l'extinction prochaine de l'AIT, ils sont en désaccord sur le sujet avec Marx et ses amis. Cela ne constitue pas une rupture personnelle totale et irrémédiable. Vaillant conserve des liens avec les Marx. Les Lafargue notamment lui font toujours bonne figure, étendant leurs liens amicaux à la famille, puisqu'il arrivera à Laura de passer des vacances en compagnie de la mère de Vaillant¹⁸. En 1889, celui-ci essaiera de faire élire Paul député du Cher. Leurs relations vont donc plus loin qu'une simple cordialité de surface. En fait, Vaillant a un caractère indépendant, il ne fait pas allégeance et suit sa route, avec un peu de raideur, perturbant parfois les stratégies de groupe, tout en sachant éviter les ruptures définitives. Homme politique, il entend bien peser sur le cours des choses et veille à ne pas se faire isoler.

En désaccord avec les marxistes, il se rapproche logiquement du pôle blanquiste. Avec Émile Eudes et Ernest Granger, tous deux un peu plus jeunes que lui, il est alors

18. Par exemple dans le Calvados, à Vierville, en 1885, à Vierzon en 1889. Cf. Friedrich Engels, Paul et Laura Lafargue, *Correspondance 1868-1895*, 3 t., éd. Émile Bottigelli, Paris, Éditions sociales, 1956-1959.

considéré comme l'un de ses dirigeants les plus notables alors que « l'Enfermé »¹⁹ est toujours détenu à Clairvaux. Il participe à la constitution de la « Commune révolutionnaire », laquelle publie en juin 1874 un « Appel aux Communeux » vengeur et enflammé, dont il passe pour avoir été le rédacteur principal. La Commune révolutionnaire se veut à la fois athée, communiste et révolutionnaire. Ces mots sont entendus dans la plénitude de leur sens. Le texte dépasse l'anticléricalisme traditionnel pour demander la destruction de toutes les religions²⁰. Il revendique le communisme des propriétés, refuse tout compromis et réclame l'anéantissement des classes. Les méthodes révolutionnaires les plus violentes sont justifiées, telles les exécutions des otages pendant la Commune.

La même année, il s'unit à Françoise, dite « Fanny », Matty (1838-1921), sans se marier, puisque sa nouvelle compagne est déjà l'épouse de Constant Martin (1839-1906), ancien secrétaire à la délégation de l'Instruction de la Commune²¹. Martin part en Belgique puis, rentré en France

19. Surnom donné à Blanqui qui passa la moitié de sa vie en prison (1831, 1832-1833, 1836-1837, 1839-1848, 1848-1859, 1861-1865, 1871-1879, périodes d'hospitalisation surveillée comprises).

20. « Nous sommes athées, parce que l'homme ne sera jamais libre, tant qu'il n'aura pas chassé Dieu de son intelligence et de sa raison. [...] Dans la Commune il n'y a pas de place pour le prêtre : toute manifestation, toute organisation religieuse doit être proscrite. »

21. L'épisode est conté par Amédée Dunois à sa future femme Antoinette dans une lettre du 26 novembre 1898, archives Catonné-Dunois.

après l'amnistie, devient une figure du mouvement anarchiste, sans qu'aucun des protagonistes de cette reconstitution familiale ne songe à une légalisation bourgeoise de leurs nouveaux statuts. Les Vaillant, ménage solide²², ont un fils, Jacques (1875-1946), qui exercera la profession de médecin et aura à son tour une postérité²³. L'action de Vaillant est toujours tournée vers l'organisation et la propagande à destination notamment des grands foyers d'exilés, tels l'Angleterre et la Belgique. La Commune révolutionnaire s'efforce de peser aussi sur le réveil du mouvement ouvrier français et les premiers congrès ouvriers, en les pressant d'adopter des formulations plus révolutionnaires, sans trop de succès. En France, les républicains victorieux souhaitent faire œuvre de rassemblement et ne pas avoir d'ennemis à gauche : l'amnistie complète est votée peu avant le 14 juillet 1880 et Vaillant rentre aussitôt d'exil²⁴.

22. Au moins une preuve : Vaillant renonce au tabac dès qu'il se rend compte que la fumée incommode sa femme.

23. Parmi les descendants, une personnalité particulièrement connue, Élisabeth Badinter, arrière-petite-fille d'Édouard Vaillant.

24. Pour Vaillant comme pour ses camarades, la publication de Laure Godineau, *Retour d'exil. Les anciens communards au début de la III^e République*, Paris, Publications de la Sorbonne, est très attendue

LE SOCIALISME RÉVOLUTIONNAIRE

Vaillant réside une dizaine d'années à Paris rue Monge, dans le Quartier latin. Il retrouve Blanqui libéré : tous deux fondent un journal, d'abord quotidien puis hebdomadaire, *Ni Dieu ni Maître*, qui paraît de novembre 1880 à novembre 1881. Mais au 1^{er} janvier de la nouvelle année, Blanqui meurt, laissant un souvenir, une réputation glorieuse, un ensemble de partisans et de sympathisants assez important, mais pas nécessairement uni sur la politique à suivre. Jusqu'en 1884, Vaillant privilégie le Cher sur Paris dans son effort militant. Il passe des mois à Vierzon²⁵, parcourant le département et les régions avoisinantes pour y tenir des réunions de propagande, soutenant les grèves ouvrières (porcelainiers, métallurgistes...) et présentant sa candidature aux diverses élections : municipales et législatives en 1881,

25. Vaillant est toujours très proche de sa mère. Son père avait très mal pris l'évolution de son fils, mais il est mort le 1^{er} janvier 1880, un an jour pour jour avant Blanqui, quelques mois avant l'amnistie et le retour de son fils. Celui-ci dispose donc désormais de moyens personnels confortables pour se vouer à la vie militante.

cantonales en 1882 (La Guerche) et 1883 (Charost)... Au nom de la classe ouvrière et de la révolution sociale, il groupe des minorités significatives et croissantes qui malmènent le parti républicain mené par Henri Brisson, pourtant président de la Chambre des députés, radicalisant et personnalité laïque, bien marqué « à gauche ». Vaillant construit un réseau, repérant et poussant de jeunes militants, mais aussi soutenant les actions corporatives et sociales : c'est l'embryon de « l'action totale » qu'il préconisera plus tard aux socialistes²⁶. Il est de ces meneurs « levés avant l'aube » dont Jaurès devait parler un jour à la Chambre. Selon la tradition, c'est le 6 juin 1882 que la première municipalité socialiste du monde est élue à Commentry dans l'Allier, département voisin héritier lui aussi d'une tradition « rouge ».

Au niveau national, avec Eudes et Granger, Vaillant participe au lancement du Comité révolutionnaire central (CRC) destiné à regrouper les partisans du défunt Blanqui (juin 1881). Il continue d'écrire dans les journaux blanquistes, à l'existence aussi brève que celle des autres périodiques socialistes, mais comme eux toujours renaissants (*La Tenaille*, *Le Républicain socialiste du Centre*, *Le Branle-Bas*, *Le Réveil*

26. Michel Pigenet, *Les ouvriers du Cher*, Paris, CCEES/Institut CGT d'histoire sociale, 1990. Cf. aussi « Les vaillantistes et le mouvement populaire dans le Cher », *Blanqui et les blanquistes*, Paris, SEDES, 1966 et de Claudé Pennetier, *Le socialisme dans le Cher, 1851-1921*, Paris/La Charité, éditions de la MSH/Delayance, 1982.

des travailleurs, *La Question sociale*...). Il faut faire une place spéciale au *Cri du Peuple*, quotidien parisien de Vallès et Séverine, pourtant fragilisé par la mort de son fondateur en février 1885. Le langage militant, toujours vigoureux, parfois violent selon nos critères et même ceux de l'époque, recommande la lutte par tous les moyens contre la bourgeoisie et le capitalisme, et donc la participation aux élections. Les candidatures multiples alors possibles autorisent Vaillant à se présenter aux municipales de mai 1884 dans trois communes... Il est ainsi élu à Vierzon-Ville, Vierzon-Village, et dans le quartier du Père-Lachaise à Paris (XX^e arrondissement) qu'il choisit de représenter. L'élection dans ce quartier ouvrier a surtout été disputée entre socialistes, avec un duel l'opposant à Alexandre Retiès, un ouvrier boutonnier, syndicaliste et possibiliste²⁷.

Les socialistes font leur rentrée à l'Hôtel de Ville²⁸. Ils ne sont que deux, bientôt trois²⁹, mais Vaillant s'impose

27. Le possibilisme est particulièrement bien implanté à Paris. Souvent présenté comme réformiste, il représente une réalité plus diversifiée et complexe comme le montre Emmanuel Jousse dans une thèse (IEP de Paris, sous la direction de Marc Lazar, 2013) dont sera issu le livre *Les hommes de révolte. Aux origines du réformisme français*, Paris, Fayard, à paraître.

28. Yvan Combeau, *Paris et les élections municipales sous la III^e République*, Paris, L'Harmattan, 1998.

29. Edmé Chabert est élu dans le XIX^e arrondissement. Jules Joffrin, élu dans le XVIII^e arrondissement en 1882, battu en 1884, est élu en 1886 dans une élection partielle du même arrondissement.

dans les débats municipaux. Il agit sur ses deux fronts de prédilection : la question sociale et un anticléricalisme toujours très offensif. Surtout, il sait à la fois bousculer la majorité républicaine et obtenir d'elle des avancées (publicité des séances, prix réglementé du pain, création d'une commission du travail, fonds de secours pour les ouvriers chômeurs...) tout en apportant un soutien vigoureux aux luttes ouvrières³⁰. Les socialistes sont dix après les élections de 1887 (deux blanquistes et huit possibilistes), Vaillant devient incontournable. Le parti pris de la municipalisation des services publics, les programmes sociaux ou sanitaires n'aident pas seulement à un rapprochement concret avec les autres tendances socialistes, mais tendent aussi à instaurer un espace commun de discussion et de réalisation avec les radicaux et même des républicains modérés. Vaillant se situe à la confluence de plusieurs milieux : il est à la fois militant révolutionnaire, élu de gauche et membre du réseau « hygiéniste ». Reçu à la Société de médecine publique et d'hygiène professionnelle³¹ en 1886, deux ans après son élection au Conseil de Paris, il participe à son conseil

30. Michel Offerlé, *Les conseillers municipaux de Paris au début de la III^e République. Des communards aux socialistes*, thèse de science politique, Paris I, 1978.

31. La SMPHP fondée en 1877 crée la *Revue d'hygiène et de police sanitaire* en 1879 et fusionne en 1900 avec la Société des ingénieurs et architectes sanitaires pour constituer la Société de médecine publique et de génie sanitaire. Sur le réseau hygiéniste, cf. Lion Murard et Patrick Zylberman, *L'hygiène dans la République : la santé publique en France ou l'utopie contrariée, 1870-1918*, Paris, Fayard, 1996 et Patrice Bourdelais (dir.), *Les hygiénistes. Enjeux, modèles et pratiques*, Paris, Belin, 2001.

d'administration en 1891-1892. Son objectif proclamé est de renforcer le prolétariat en améliorant ses conditions d'existence, ce qui passe par un renforcement des institutions sanitaires et hygiénistes confiées à l'État. La révolution se prépare aussi par un travail patient de réformes sociales et démocratiques. Un exemple de sa capacité à connecter les divers réseaux auxquels il participe se dessine dans la mise en place en 1892 de la colonie familiale de Dun-sur-Auron (Cher) qui permet d'accueillir en « milieu familial », avec un suivi médical, un certain nombre de malades aliénés du département de la Seine. Le jeune docteur Auguste Marie (1865-1934) est chargé de l'établissement et de son organisation, qui représente, au moins dans son principe, à la fois une proposition thérapeutique originale et un appoint économique et social pour la région d'accueil³². Par ailleurs, l'historien et sociologue Marcel Turbiaux a récemment relevé la précocité et la persévérance des efforts de Vaillant auprès des médecins, universitaires et politiques pour établir ou développer une connaissance scientifique assurée des conditions du travail ouvrier et de leurs conséquences³³. De

32. Le dispositif s'étend les années suivantes avec une nouvelle colonie familiale à Ainay-le-Château (Allier, aux confins du Cher) pour les hommes (Dun conservant les malades féminins) et l'asile rural de Chezal-Benoît (1910). Sur l'histoire culturelle et politique de la psychiatrie, cf. Henri Guillemain, *Diriger les consciences, guérir les âmes. Une histoire comparée des pratiques thérapeutiques et religieuses*, Paris, La Découverte, « L'espace de l'histoire », 2006.

33. Marcel Turbiaux, « La résistible création d'un laboratoire du travail », *Bulletin de psychologie*, n° 496, 2008/4.

manière constante et méthodique, pour des projets aux dimensions variées, le médecin socialiste intervient en faveur de la création de chaires et de laboratoires du travail, dans le cadre du conseil de Paris ou du conseil général de la Seine, puis après son élection au Palais-Bourbon au niveau national.

Dans un contexte de difficultés économiques et sociales, de crise politique attisée par la révélation de divers scandales, la situation nationale pourrait paraître mûre pour une revanche des révolutionnaires. Le pouvoir républicain est sérieusement contesté. À vrai dire, aux élections législatives de 1885, il l'est surtout par le réveil de la droite conservatrice, monarchiste et catholique. Les socialistes, au contraire, essuient un échec cuisant. Dans la Seine, Vaillant obtient un score inférieur à ses espérances, ne dépassant guère les 9% des suffrages. Fin 1887, la situation politique s'est encore dégradée. L'agitation populaire menace de tourner à l'émeute et l'extrême gauche socialiste tente de s'organiser. Vaillant signe des articles très combatifs, au service d'une stratégie qui s'avère finalement plutôt défensive. Il combat surtout Jules Ferry, ses expéditions coloniales et ses tentations conservatrices. Depuis la fin de l'Empire et les temps du gouvernement provisoire, un contentieux particulier demeure entre Ferry et les socialistes, mais l'homme d'État lorrain semble alors polariser sur lui l'ensemble des haines et rancœurs populaires. Le président de la République, Jules Grévy, éclaboussé par le scandale des décorations remises à

des soutiens financiers de ses amis, démissionne sans gloire. Vaillant constitue une Ligue pour la défense de la République qui regroupe socialistes et anarchistes pour faire entendre la protestation populaire contre Ferry, successeur potentiel, ce qui contribue à faire élire par les parlementaires un autre républicain modéré, plus effacé, mais porteur d'un grand nom, l'austère Sadi Carnot. Bien entendu, on peut se dire que les blanquistes recourent à leur vieille stratégie : ne pas contrecarrer un mouvement populaire, mais l'encourager pour le faire dériver. En même temps, ils jouent le jeu d'un redressement républicain en compagnie de radicaux honnis, voire de certains modérés.

La logique de la dérivation du mouvement populaire trouve vite un nouveau champ d'expérience. Le populaire général Boulanger, ancien ministre de la Guerre (1886-1887), se fait le champion d'une critique féroce du pouvoir parlementaire, unissant les mécontents de tous bords et de tous milieux. Il obtient d'importants succès électoraux tout au long de l'année 1888 et séduit aussi bien ceux qui rêvent de restauration monarchique ou de république plébiscitaire que des tenants d'une révolution sociale ou politique. De nombreux socialistes sont tentés d'appuyer Boulanger, plus particulièrement chez les blanquistes. Vaillant refuse l'équivoque et entend combattre le boulangisme comme l'opportunisme, en se plaçant sur le terrain de la défense de la république. Son attitude, exposée dans des quotidiens qu'il

dirige, *L'Homme libre* (1888), puis *Le Cri du peuple* (1888-1889), contrecarre le boulangisme qui se présente comme un révisionnisme républicain et se voit ainsi privé de l'exclusivité sur ce terrain. Sans s'accommoder avec le républicanisme gouvernemental, Vaillant assure néanmoins une part de défense républicaine. En même temps, il veut éviter la dilution dans un ensemble républicain trop vague. Équilibre difficile que refuse toute une part du courant blanquiste. Certains préfèrent jouer la carte de l'agitation boulangiste, se liant à Rochefort et son journal *L'Intransigeant*, débouchant ainsi sur un nationalisme populaire et révolutionnaire. Il n'est d'ailleurs pas forcément question de rompre avec le socialisme. Jusqu'à l'affaire Dreyfus, l'appui du populaire Rochefort est recherché, y compris par Jaurès à Carmaux. Les guesdistes du Parti ouvrier (PO puis POF à partir de 1893), quoique plutôt sur la même ligne que Vaillant, sont parfois en coquetterie avec ses rivaux du Comité central socialiste révolutionnaire (CCSR) constitué par Granger en août 1889³⁴. Globalement, après l'acmé de l'élection partielle dans le département de la Seine du 27 janvier 1889, la faillite finale du boulangisme favorise la ligne défendue par Vaillant et le CRC. L'affaire est entendue sur le plan militant avec la bagarre qui éclate le 25 mai 1890 lors de la cérémonie en

34. Cf. les critiques d'Engels aux Lafargue, *Correspondance...*, *op. cit.* Le troisième dirigeant blanquiste, Eudes, qui aurait fait équipe avec Granger, est mort prématurément le 5 août 1888.

hommage aux morts de la Commune au mur des Fédérés, et sur le plan électoral, aux élections législatives d'août 1893 avec le retrait politique de Granger alors que Vaillant est facilement élu député dans son quartier (Père-Lachaise et Charonne).

La position de Vaillant au sein du socialisme s'est consolidée. Il demeure désormais en famille 15 villa du Bel Air (Paris, XII^e) dans une agréable maison proche de la porte de Montempoivre, en dehors mais non loin de la circonscription. Député de Paris après un succès électoral marquant³⁵, désormais incontesté dans son organisation, il cherche à fédérer les tendances socialistes, aspiration largement ressentie à la base, mais qui échoue de manière récurrente en raison à la fois d'authentiques désaccords politiques et de rivalités ou de rancunes personnelles et collectives. Un groupe parlementaire commun, très disparate et même davantage, est pourtant constitué, ainsi qu'une Fédération des conseillers municipaux socialistes. Le quotidien *La Petite République* accueille toutes les tendances, y compris Vaillant lui-même. Un banquet unitaire (30 mai 1896) dit « de Saint-Mandé » (à la Porte Dorée) fête les succès socialistes aux municipales (Lille, Marseille, Limoges, Roubaix, Calais, Sète, Toulon...) : le rassemblement des socialistes semble bien

35. Bertrand Joly relativise le succès dans son *Histoire politique de l'affaire Dreyfus* (Paris, Fayard, 2015). Celui-ci existe pourtant, ne serait-ce que parce qu'il correspond au sentiment dominant exprimé par la presse et les commentateurs : le socialisme progresse, ou menace.

parti, ne laissant de côté que les révisionnistes ou les boulangistes. Sans doute le langage se fait parfois plus modéré, avec des dirigeants comme Alexandre Millerand, venu du radicalisme et dont le discours « de Saint-Mandé » est resté célèbre, voire Jean Jaurès, lui aussi ancien député républicain. Certains s'inquiètent ou boudent (Allemane), mais le processus est lancé et chacun (Vaillant, Guesde, Millerand, Jaurès...) doit penser pouvoir, sinon le contrôler, du moins l'incarner au mieux.

Face à cette poussée, le pouvoir républicain est globalement tenté par un raidissement conservateur, en s'alliant avec les catholiques qui acceptent désormais la république. C'est le sens général de « l'esprit nouveau », dénomination un peu vague de cette politique de « centre-droit » qui se cherche, non sans hésitations et divisions. Jean Casimir-Perier, Charles Dupuy, Alexandre Ribot au pouvoir en 1893-1895, optent pour une ligne ferme qui se fait sentir dans les milieux ouvriers, dont Carmaux, et contribue à radicaliser contre eux des républicains épris de réformes et de justice, comme l'avait été Jaurès. En revanche, d'autres recommandent parfois une ligne plus ouverte. La présidence de Félix Faure (1895-1899) a commencé par une large loi d'amnistie. Les radicaux parviennent à gouverner six mois avec Léon Bourgeois (1895-1896). Il est aussi question de réformes, d'impôt sur le revenu, sans grandes avancées sociales, même si la situation économique tendrait après 1896 à se relever. On

commence à parler de retraites ouvrières, de la journée de dix heures (semaine de soixante...), mais sans que cela débouche sur des réalisations concrètes. Jules Méline, président du conseil d'avril 1896 à juin 1898, revient, non sans prudence, à une politique cherchant l'accord à droite. Politiquement, la situation serait plutôt favorable à un renforcement des socialistes, malgré leurs divisions récurrentes : graves dissensions au congrès international de Londres (juillet-août 1896) où guesdistes et indépendants évincent les syndicalistes antiparlementaires accusés d'anarchisme, au grand dam de Vaillant³⁶, soucieux d'ouvrir le socialisme des deux côtés (républicain « à droite » et prolétarien « à gauche »), crise à *La Petite République* dont les guesdistes cherchent à prendre le contrôle (février-mai 1897). Tout se complique pourtant avec l'affaire Dreyfus qui bouscule les équilibres.

36. Vaillant est surtout « fortement étonné » de la conduite de Jaurès « car c'est un esprit large ». Interview au *Matin*, 13 octobre 1896. De fait, Jaurès évoluera.

LA RÉPUBLIQUE EN CRISE. L'AFFAIRE DREYFUS ET LES DILEMMES SOCIALISTES

À l'école de Blanqui et de Marx, Vaillant ne se sent pas particulièrement concerné par le droit. En 1900, en pleine période de « défense républicaine », il traduit et publie une conférence de Lassalle, *Qu'est-ce qu'une constitution ?*³⁷, où le fondateur de la social-démocratie allemande récuse toute approche juridique ou morale pour conclure qu'une Constitution n'est jamais que l'expression des rapports de force au sein d'un pays. C'est dit et redit. Vaillant lui-même, reconnaît Dommanget, ne peut pas être considéré « comme un dreyfusard au sens littéral du mot »³⁸. En acceptant de défendre la république, de combattre spécifiquement le militarisme et le nationalisme, il fait un pas de plus que les guesdistes, mais sans vouloir se prononcer sur l'Affaire elle-

37. Ferdinand Lassalle, *Qu'est-ce qu'une constitution ?*, [1862], traduit de l'allemand par Édouard Vaillant, Paris, G. Jacques, 1900, Gand, Volksdrukkerij, 1910.

38. Maurice Dommanget, *Édouard Vaillant, op. cit.*, p. 183.

même. L'allemaniste Lavaud peut reprocher aux blanquistes « d'attendre, du haut de leur tour d'ivoire, de savoir d'où vient le vent »³⁹. Il est vrai que la rupture s'accroît avec les dissidents engagés aux côtés de Rochefort dans le nationalisme antidreyfusard. Les ponts sont désormais coupés, sans espoir de retour. La position d'équilibre de Vaillant n'est pas nécessairement glorieuse, mais elle lui permet de jouer le rassembleur des forces socialistes, d'autant qu'il est réélu lors des élections législatives de 1898, alors que Guesde et Jaurès sont battus. Il participe ainsi au comité de vigilance (16 octobre 1898), puis au comité d'entente (27 novembre 1898) des socialistes et c'est son collaborateur direct, le journaliste Louis Dubreuilh (1862-1924), qui est chargé d'organiser le premier congrès général des organisations socialistes à Paris, salle Japy (3 au 8 décembre 1899). Entretemps, son parti est devenu le PSR, afin de préparer une fusion-absorption avec l'Alliance communiste (AC) qui regroupe les dissidents de l'allemanisme (Dejeante, député du XX^e arrondissement, Groussier, député du X^e arrondissement...). À Paris, ce renfort est important car le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (POSr) d'Allemane y est bien implanté, tout aussi anticlérical et antimilitariste que le blanquisme, mais avec une sensibilité plus libertaire et plus de méfiance envers ses élus (ce qui ne satisfait pas les dissidents... justement groupés autour de quelques élus).

39. *Le Parti ouvrier*, 10 septembre 1898, cité par Bertrand Joly, *Histoire politique de l'affaire Dreyfus*, op. cit., p. 257.

Le choix gouvernemental de réprimer surtout les dreyfusards et de chercher la conciliation à droite finit par inquiéter jusqu'aux milieux dirigeants. Après l'agression contre le président de la République Loubet à Longchamp, le 4 juin 1899, les vaillantistes prennent leur part des contre-manifestations et démonstrations militantes dans la rue comme des interpellations à la Chambre, qui se soldent par la chute du gouvernement Dupuy. Un autre modéré, Waldeck-Rousseau, forme un gouvernement sur des bases totalement différentes de son prédécesseur. Il est appuyé par la gauche, le gros des radicaux et même les socialistes dont un des chefs parlementaires, Alexandre Millerand, devient ministre du Commerce, de l'Industrie et des Postes. Il est en revanche combattu par les conservateurs et les modérés favorables à une alliance à droite. Les socialistes se brisent en deux camps hostiles. Les guesdistes dénoncent cette participation à un gouvernement bourgeois, une compromission... Jaurès approuve Millerand d'être entré dans ce gouvernement de combat et voit dans la participation une offre du destin, une ouverture de l'histoire ! Au contraire, Vaillant est indigné, mais certainement plus par la nomination concomitante au ministère de la Guerre du général marquis de Galliffet, grand fusilleur de communards particulièrement hautain et haï chez les anciens de 1871, que par le principe même de la participation. La combinaison ministérielle est audacieuse, peut-être habile et judicieuse au regard des objectifs de Waldeck-Rousseau qui veut finir l'affaire et restaurer l'ordre

républicain, elle ne peut évidemment pas recevoir son assentiment.

La séance de la Chambre du 26 juin 1899 est restée célèbre. Le chahut contre le fusilleur Galliffet qui répond « Assassin, présent ! » aux injures qui le visent, Brisson faisant le « signal de la veuve » pour demander aux frères en maçonnerie de se grouper derrière le gouvernement : les scènes sont peut-être enjolivées, mais elles donnent une idée de la tension existante alors que le gouvernement n'obtient que 24 ou 25 voix de majorité⁴⁰. Or, justement, les socialistes hostiles à la participation sont à peu près 25 (12 estampillés PSR ou AC et 13 POF) ! Ils choisissent l'abstention, ce qui permet dans ce contexte de laisser passer le gouvernement sans l'approuver formellement⁴¹... Pour autant, l'unité socialiste à la Chambre vole en éclats. Vaillantistes et guesdistes adoptent un *Manifeste du redressement* publié le 14 juillet 1899 qui condamne la participation et prépare leur rapprochement.

40. Le *JO* annonce 25 voix, mais Bertrand Joly a recompté et trouvé seulement 24 voix, *op. cit.*, p. 504 !

41. Vaillantistes et même guesdistes (Zévaès est leur orateur) veulent s'opposer... sans risquer de faire chuter ce gouvernement de « défense républicaine », d'où le choix conscient de l'abstention. Dans son explication de vote, Vaillant, très ému, se déchaîne, parle de « haine vengeresse » contre le « ministre massacreur de Paris », mais il garde son sang-froid et conclut bien que cela... l'empêche de voter « pour ». Il ne précise pas formellement que les socialistes révolutionnaires vont s'abstenir et non voter contre, les deux possibilités restent ouvertes... et c'est la plus « républicaine » des deux qui est choisie.

Dans ces conditions, l'agitation du congrès général à la salle Japy est poussée à son paroxysme. Le public retient l'opposition dramatique des deux orateurs, Jaurès et Guesde, qui ne fait que s'amplifier. Au congrès général de la salle Wagram (23-27 septembre 1900), les guesdistes se retirent et lors du congrès de Lyon (26-28 mai 1901), c'est au tour de Vaillant et de ses amis de quitter la salle. Assez logiquement, chaque camp s'organise : le Parti socialiste français (Jaurès, Briand, Viviani...) se constitue au congrès de Tours en mars 1902. Le PSF obtient 36 sièges aux élections législatives de 1902 avec environ 5 % des suffrages. Il s'engage pleinement dans le Bloc des gauches et la majorité parlementaire sous le gouvernement Combes (1902-1905). Si la participation ministérielle ne se pose plus, Millerand ne faisant pas partie du nouveau cabinet essentiellement radical et n'étant pas remplacé, Jaurès joue un rôle décisif au sein de la délégation des gauches chargée de coordonner la majorité parlementaire à la Chambre, véritable centre du pouvoir en régime parlementaire. Le POF de Guesde et le PSR de Vaillant forment l'Unité socialiste révolutionnaire qui pèse environ 4% des suffrages aux législatives (12 élus) et qui devient non sans mal et tractations au congrès de Commeny (26 au 28 septembre 1902) le PSDF. Toujours proche de Vaillant, Dubreuilh y occupe le poste de secrétaire à l'Intérieur, le guesdiste Bracke celui de secrétaire à l'Extérieur. Le PSDF marque son indépendance et affirme son caractère d'organisation de classe et révolutionnaire. Dans la pratique,

ses députés apportent néanmoins leurs voix au gouvernement quand celui-ci est attaqué par la droite et le centre-droit. Certes, il n'y existe pas de cohésion parfaite et il ne s'agit que d'une poignée de parlementaires. Pourtant, les majorités sont parfois étroites et chaque voix compte. Dans la législature suivante du Bloc (1902-1906), si Vaillant et ses amis s'abstiennent lors du vote de confiance pour le gouvernement Combes, alors que Jaurès et les siens votent pour, et si certains scrutins permettent aux deux partis de rappeler leur identité, le plus souvent ils se comportent de manière analogue dans les scrutins décisifs⁴².

Démêlés et polémiques ne doivent pas faire oublier la vie du pays ! Il se trouve que le gouvernement parvient à régler, même progressivement et imparfaitement, l'affaire Dreyfus. Après une nouvelle condamnation au procès de Rennes, Dreyfus est gracié par le président de la République et libéré. Une loi d'amnistie très contestée est votée dans un souci d'apaisement général. Les nationalistes les plus agités sont rappelés à l'ordre avec des arrestations et des procès expéditifs, compensés par des peines mesurées, parfois abrégées ultérieurement. Surtout le débouché dreyfusien de l'Affaire se transforme en action républicaine et anticléricale. Waldeck-Rousseau fait voter une loi libérale sur les

associations dont sont exclues les associations religieuses. Un programme social s'esquisse : Millerand fait adopter le passage progressif à la journée de dix heures, relance le Conseil supérieur du travail, envisage l'arbitrage obligatoire dans les conflits sociaux. Il est de nouveau question de retraites ouvrières, de lois d'assistance, de réduction du service militaire... Certes, les réalisations sociales avancent peu sous Combes. Mais quelle belle vigueur laïque et anticléricale ! Les congrégations religieuses sont frappées, très nombreuses à être interdites, dissoutes ou expulsées, l'enseignement est interdit aux membres des congrégations religieuses (1904). La séparation des Églises et de l'État s'impose comme une solution nécessaire après la rupture des relations diplomatiques entre la France et le Vatican en 1904. Tout cela n'émeut guère les guesdistes, qui veulent privilégier l'action de classe, du moins officiellement. Mais Vaillant et ses amis ?

42. Jean-Jacques Fiechter, *Le socialisme français : de l'affaire Dreyfus à la Grande Guerre*, Genève, Droz, 1965.

L'UNITÉ SOCIALISTE

L'historiographie du mouvement socialiste est parfois restée à la surface des proclamations et textes officiels. C'est entendu : de 1899 à 1905, Vaillant pourfend le ministérialisme et s'oppose à Jaurès. Il est l'allié privilégié de Guesde. Avec celui-ci et Lafargue, il écrit dans *Le Petit Sou* (1900-1902), le quotidien que le milliardaire Alfred Edwards met à disposition des socialistes révolutionnaires pour mener la vie dure à la défense républicaine et à son ancien beau-frère Waldeck-Rousseau qu'il déteste. Il ne s'agit pas non plus de nier les divergences sérieuses entre les analyses de Vaillant et celles de Jaurès⁴³. Elles persisteront, car fondamentalement Jaurès est désormais convaincu de ce qu'il écrira sans fard dans *L'Armée nouvelle* : « En fait l'État n'exprime pas une classe, il exprime le rapport des classes, je veux dire le rapport de leurs forces »⁴⁴. Vaillant, c'est incontestable, reste favorable à une analyse marxiste plus classique de l'État défini comme

43. Pour l'approche doctrinale, Jolyon Howorth, *op. cit.*, reste indépassable.

44. *L'Armée nouvelle* [1910], édition Jean-Jacques Becker, Paris, Fayard, 2012, p. 394.

État bourgeois. Il l'exprime à plusieurs reprises, mais il le dit par exemple fortement lors du congrès international d'Amsterdam lorsque Jaurès affronte Guesde et Bebel. Accords et coalitions peuvent s'envisager, à condition que ce soit « sans lien, sans attache durable, en pleine liberté et indépendance prolétaire et socialiste »⁴⁵. Le désaccord est réel, mais pas insurmontable. Vaillant fait de la politique. Il veut et il sait faire avancer ses propositions. Dans la pratique, le révolutionnaire adopte à l'occasion un comportement qui n'offusquerait pas le plus sage des réformistes. Ainsi, à propos de la loi sur l'hygiène, finalement votée le 15 février 1902, sous Waldeck, si décevante par bien des aspects, Vaillant peut dire en commission : « Si insignifiante que soit encore cette loi, le besoin commande d'en demander le vote immédiat sans y changer une virgule »⁴⁶. Ce qui change est évidemment le commentaire sur la loi ou l'action menée, et sur le sujet, Jaurès, qui voit en Vaillant un « profond politique »⁴⁷, finit, non par se rallier, mais par prendre en compte le point de vue de son collègue. De son côté, Vaillant est sans doute de plus en plus engagé dans une perspective étapiste. Il dira même un jour à son jeune ami Amédée Dunois, évoquant la loi très

45. 6^e congrès socialiste international tenu à Amsterdam du 14 au 20 août 1904, compte rendu analytique, Bruxelles, 1904, p. 104.

46. Archives nationales, C 5660, dossier 1764, Commission de l'hygiène publique, 30 octobre 1901, cité par Lion Murard et Patrick Zylberman, *L'hygiène dans la République. La santé publique en France ou l'utopie contrariée (1870-1918)*, op. cit., p. 630

47. Émile Buré, « Édouard Vaillant », *L'Ordre*, 30 janvier 1940.

contestée et très modérée sur les retraites : « Pour moi, il n'y a que des étapes. L'essentiel est qu'on ne s'y arrête jamais »⁴⁸. Et à relire les discours d'Amsterdam (août 1904), il est clair que Jaurès prend le pari que des réformes irréversibles sont en train de se produire, au moins contre l'Église, ce qui intéresse tant les socialistes de tradition blanquiste, alors que Guesde dénonce ces perspectives comme vaines et illusoire. Pour « l'apôtre du socialisme », après deux ans de gouvernement Combes, il y a toujours autant de moines en France et les écoles congréganistes ne sont pas prêtes de fermer. Le Bloc fait illusion, jouant sur un « anticléricalisme dont on fait parade », il s'agit d'une « comédie » et Combes n'aura jamais de majorité pour faire voter la Séparation... Ce qui est bien normal puisque « l'émancipation intellectuelle ou morale ne précédera pas, elle ne peut que suivre l'émancipation matérielle »⁴⁹... Vaillant vote avec Guesde à Amsterdam, mais on peut tenir aussi cet autre pari qu'il a écouté les uns et les autres et qu'il a assez d'esprit positif pour apprécier la réalité des transformations en cours dans la France de l'époque et en tirer les conséquences.

L'histoire de l'unité socialiste d'avril 1905 reste largement méconnue. Il est possible de lire les articles, discours et déclarations de chacun, de relater la chronique

48. Amédée Dunois, « Ce que dit Vaillant », *La bataille syndicaliste*, 6 juillet 1911.

49. 6^e congrès, op. cit., pp. 198-206.

des événements, du Palais Bourbon aux divers congrès nationaux et internationaux, de reprendre les conclusions des délégations chargées de négocier. Il est plus difficile de connaître les mécanismes de prise de décision des uns et des autres, de comprendre les pensées et arrière-pensées des divers protagonistes. En revanche, il est certain que Vaillant aspire à sortir d'une situation qui ne le satisfait pas et qu'il pousse résolument à l'unité. Le pacte d'unité est plus équilibré que certains commentateurs d'hier et d'aujourd'hui veulent bien le dire. Jaurès fait des concessions. Il est du reste affaibli par le lâchage d'une partie de ses troupes, qui préfèrent s'arrimer à des logiques essentiellement parlementaires (Briand, Viviani...). Aussi accepte-t-il sans trop barguigner quelques concessions de langage (déclaration de principes) ou de comportement politique (refus global du budget). Il ne contrôle pas grand-chose dans l'appareil, mais comme celui-ci est des plus sommaires (moins de dix personnes au total) et ne contrôle pas grand chose lui-même, ce n'est pas très grave. Le nouveau parti socialiste, section française de l'Internationale ouvrière, conserve le siège social du PSDF, son secrétaire général est toujours le vaillantiste Dubreuilh, et Vaillant, responsable des relations internationales, demeure avec Jaurès, délégué au BSI, fonctions qu'ils occupent tous deux depuis sa formation (1900-1901).

Vaillant est un politique qui souhaite être dans l'action. En outrant sans doute un peu sa pensée, il confie un

jour à André Lebey, jeune intellectuel socialiste : « Pour celui qui s'est engagé dans l'action, l'action seule compte, seule importe ! Le reste n'est rien ! »⁵⁰. Dans l'unité enfin réalisée, il ne poursuit pas son association avec Guesde, mais très vite devient le partenaire privilégié de Jaurès, et *vice versa*, avons nous envie de dire. Au Palais Bourbon, Vaillant, peu éloquent, ne brille guère. Mais c'est un homme de dossiers, assidu au travail. Il est en séance, encourage et soutient constamment son camarade tarnais. Il monte aussi à la tribune, en renfort ou en suppléance au besoin. Au sein de la commission de l'hygiène publique, sa position demeure solide. Il ne faut pas oublier que dans cette république parlementaire, les socialistes peuvent être dans l'opposition globale (et encore...) mais aussi d'incontournables acteurs de choix majoritaires sur bien des sujets. Pour les Postes et Télécommunications, aucun député n'a plus de poids que le disciple (très libre) de Vaillant, Marcel Sembat, président attitré de la commission *ad hoc*.

L'influence de Jaurès se fonde aussi sur son contrôle de *L'Humanité*, bien mal en point dans l'année 1905. Les guesdistes, du moins une bonne partie d'entre eux, accepteraient de la soutenir... si le journal devenait l'organe du parti, autrement dit si Jaurès renonçait à sa direction

50. André Lebey, *Disques et pellicules*, Paris, Valois, 1929, p. 77.

effective, et ils se consoleraient sinon probablement assez vite de sa disparition. Vaillant apporte un soutien décisif à Jaurès. Celui-ci ouvre la rédaction à tous les courants socialistes (avril 1906), mais aussi aux coopératives et aux syndicalistes, même les plus critiques à l'égard des socialistes (août 1906). Il faut trouver des lecteurs, mobiliser les militants et sympathisants parisiens. Dans la circonscription jaurésienne de Carmaux, même à son apogée, *L'Humanité* n'atteint pas les trente abonnés. La bataille de *L'Humanité* se joue à Paris et c'est donc l'électorat, la sensibilité que représente Vaillant qui s'avère indispensable à sa survie. La situation est dramatisée et la mobilisation proclamée dans une grande réunion au Manège Saint-Paul, le 13 octobre 1906, présidée et conclue par Vaillant⁵¹.

Vaillant et Jaurès conservent chacun leur personnalité, mais ils sont complémentaires et ne cessent de s'entraider durant cette décennie de socialisme unifié. Sans doute faut-il regretter quelques dommages collatéraux : Guesde accentue son raidissement et se répète, Lafargue milite en dilettante, parfois utilement, Allemane ne trouve pas trop sa place et finit par s'isoler... Même sur les sujets qui pourraient les opposer, Jaurès et Vaillant parviennent à s'accorder. En outre, Vaillant s'appuie sur un réseau cohérent de jeunes amis

51. Alexandre Courban, *L'Humanité de Jean Jaurès à Marcel Cachin 1904-1939*, Ivry, Éditions de l'Atelier, 2015.

et collaborateurs. Certes, il existe aussi des « guesdistes », voire des « jaouessistes ». Mais la fraction guesdiste fonctionne autrement, avec une homogénéité idéologique qui recouvre en fait une grande diversité de comportements. Jaurès n'est pas l'homme d'une bande, d'un groupe particulier. Il fait ce qu'il faut, entretient quelques amitiés, libres et pas nécessairement intégrées à sa sphère d'action publique, dirige *L'Humanité* avec Rouanet, puis Renaudel et Landrieu... mais pas davantage. Son action se veut tournée vers la totalité, du prolétariat comme du socialisme, de la France comme de l'Internationale et de l'humanité. Vaillant est un organisateur, un homme qui cultive l'amitié de ses collaborateurs, mais répudie les dissidents, c'est un constructeur de réseau.

Au sein du parti socialiste, il est implicitement reconnu comme le responsable suprême de la fédération de la Seine. En dehors de son bastion du XX^e arrondissement, il n'est pas un dirigeant absolu et incontesté, mais il domine l'ensemble, arbitre les différentes sensibilités, les groupes et les personnes. Jaurès ne le gêne pas, s'attachant à respecter le caractère de cette fédération puissante et prestigieuse, mais remuante et parfois jugée avec un peu d'agacement par les autres fédérations. Le style militant y est vif, revendiquant une fierté prolétarienne, opposé aux républicains bourgeois, fussent-ils radicaux... et avant 1909 alliés des socialistes à l'Hôtel de Ville. Les secrétaires fédéraux successifs, le céramiste limougeaud devenu postier parisien et militant

allemaniste Jean-Baptiste Lavaud (1905-1910), l'employé de préfecture Pierre Dormoy (1910-1913), poussé par Vaillant, puis le consensuel Edme Beuchard (1913-1919), un préparateur en pharmacie issu des groupes guesdistes, travaillent en collaboration avec lui. Il ne faut pas imaginer un essor continu et glorieux. Les aspérités ne manquent pas. Les élections municipales de 1908 sont décevantes à Paris (10 élus pour les « unifiés », autant pour les « indépendants ») comme en province. La gestion de l'Hôtel de Ville repasse à droite à l'automne 1909 après les violents incidents de la manifestation de solidarité avec Ferrer. Les progrès de l'implantation se révèlent pour le moins inégaux : première fédération au sein du parti en 1905, la Seine perd sa primauté en faveur du Nord à majorité guesdiste dès 1907 et ne se place que onzième en 1914, relève Frédéric Cépède⁵².

La manifestation pour Ferrer permet de comprendre la partition particulière jouée par Vaillant et la Seine dans l'unité socialiste. Elle est décidée le jour même de l'exécution, le mercredi 13 octobre 1909, pour le soir afin de faire entendre au plus près de l'ambassade espagnole la protestation populaire. *L'Humanité* y appelle avec *La Guerre sociale* d'Hervé et le comité de défense des victimes. C'est dire que les socialistes se retrouvent aux côtés des libertaires de toutes

52. Frédéric Cépède, « La SFIO des années 1905-1914 : construire le parti », *Cahiers Jaurès*, n° 187-188, janvier-juin 2008, pp. 29-45.

tendances ou des syndicalistes pour protester. D'une certaine manière, les socialistes souhaitent aussi répondre au défi lancé par leurs contestataires de gauche. Les heurts avec la police sont violents. Un policier est d'ailleurs tué, de nombreuses destructions constatées... Politiquement, le constat n'est pas simple. Les socialistes ont fait entendre leur indignation, mais ils ont inquiété aussi. Les radicaux rompent leur alliance avec eux à l'Hôtel de Ville, dont l'axe majoritaire passe à droite pour près d'un siècle. De fortes explications marquent la réunion du groupe parlementaire. Les guesdistes notamment condamnent cette collusion avec des anarchistes irresponsables et ce comportement aventureux. Les plus modérés des amis de Jaurès pensent comme eux. De fait, les socialistes changent de pied pour la manifestation du dimanche 17 octobre, solennelle et impressionnante, organisée, avec service d'ordre et accord préalable avec la police sur le parcours. Elle marque le début des manifestations modernes⁵³, le passage d'une protestation véhémement dont la violence physique n'est pas nécessairement absente à une conduite formalisée et encadrée par la légalité républicaine. Aux côtés de Jaurès, même physiquement, Vaillant, malgré ses presque soixante-dix ans, a reçu le 13 une fois de plus des

53. Cf. Danielle Tartakowsky (dir.), *Paris manif. Les manifestations de rue à Paris de 1880 à nos jours*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, et Quentin Deluermoz, *Policiers dans la ville. La construction d'un ordre public à Paris, 1854-1914*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012.

horions de la police, mais il assure et assume l'évolution. Il se charge concrètement de la préparation de la seconde manifestation. Sa stature historique crédibilise sa démarche et permet aux socialistes autant que possible de dominer leurs contradictions. Le socialisme parisien réussit à rester à la fois une force populaire agissante, animatrice de nombreuses réunions et manifestations dans l'avant-guerre, foyer de propagande et d'organisation mais aussi laboratoire électoral plutôt efficace : 15 élus municipaux sur 80 en 1912, 13 députés sur 43 en 1914.

Depuis le début du siècle émerge la forte réalité politique de la banlieue parisienne. Vaillant travaille à l'implantation et aux premiers linéaments de la future « ceinture rouge »⁵⁴. Contentons-nous ici de ne citer que quelques noms : Eugène Thomas (1856-1919) au Kremlin-Bicêtre, Lucien Voilin (1870-1957), qui sera député et maire de Puteaux, et surtout Henri Sellier (1883-1943), après la guerre, maire de Suresnes (1919-1943) et longtemps l'homme fort du conseil général de la Seine, promoteur notamment d'un vaste programme de logements sociaux inspirés des cités-

54. Jacques Girault, *L'implantation du socialisme en France au XX^e siècle. Partis, réseaux, mobilisation*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001.

55. Roger-Henri Guerrand et Christine Moissinac, *Henri Sellier, urbaniste et réformateur social*, Paris, La Découverte, 2005, et aussi Katherine Buren (dir.), *La Banlieue-oasis. Henri Sellier et les cités-jardins (1900-1940)*, Saint-Denis, Presses universitaires de Vincennes, 1987.

jardins⁵⁵. Dans le Cher, Vaillant essaie d'implanter de jeunes talents venus d'ailleurs comme Jules-Louis Breton (1872-1940)⁵⁶, qu'il fait élire en 1898 député de Vierzon après le porcelainier Eugène Baudin (1853-1918), mais dont l'évolution modératrice va parfois le décevoir (entre 1900 et 1905 et après 1910...), ou de repérer des militants d'avenir comme Henri Laudier (1878-1943), futur député et maire de Bourges, ou à Dun-sur-Auron, « la Tolède berrichonne », Hippolyte Mauger (1857-1946), comme lui issu d'un milieu bourgeois, élu dès 1910 au conseil général puis député, spécialiste des questions rurales et du syndicalisme des bûcherons.

L'élection présidentielle de 1913 constitue un épisode de l'histoire politique d'apparence anodine. Il s'agit tout de même d'un moment révélateur, qui voit pour la première fois un socialiste candidat à l'élection présidentielle sous la III^e République. Jusqu'alors, au congrès réuni à Versailles, les socialistes plus ou moins nombreux avaient soutenu le républicain le plus avancé, celui qui offrait les meilleures garanties démocratiques et laïques, à savoir plutôt Carnot en 1887 (contre Ferry), Brisson en 1894 et 1895 (contre Jean Casimir-Perier et Félix Faure), Loubet en 1899 (contre Méline), Fallières en 1906 (contre Doumer). Les cassures

56. Christine Moissinac et Yves Roussel, *Jules-Louis Breton (1872-1940). Un savant parlementaire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.

de la période clemenciste empêchent la répétition de l'événement. Jaurès écrit explicitement qu'un soutien serait possible pour une personnalité radicale comme Léon Bourgeois, mais pas pour un affidé de Clemenceau comme Pams, ministre de l'Agriculture du gouvernement Poincaré. Ce dernier n'est alors ni détesté ni craint par les socialistes, c'est un modéré, laïque, raisonnable en politique extérieure pendant toute la durée de son gouvernement, dreyfusard très prudent, mais il est loin d'avoir été le seul ainsi, y compris à gauche. Comme l'a bien montré Gerd Krumeich, beaucoup de socialistes comme Sembat ou Jaurès inclinent pour lui sans pouvoir le dire trop nettement. Dans ces conditions, la candidature de principe de Vaillant, l'ancien membre de la Commune et le doyen du groupe socialiste, est une belle manifestation d'autonomie prolétarienne, qui a le mérite supplémentaire d'affaiblir Pams et ainsi de favoriser Poincaré. Vaillant obtient 63 voix puis 69, un peu moins que l'effectif total du groupe socialiste (75) et Poincaré est élu président de la République le 17 janvier 1913.

UNE STRATÉGIE INTERNATIONALE

Peu d'hommes politiques disposent de l'expérience internationale de Vaillant. Ses quatre années d'études en Allemagne, son exil de neuf ans à Londres et ses voyages lui confèrent une stature et des connaissances peu communes. Avec un peu de jalousie, le guesdiste Charles Bonnier note que les Allemands manifestent toujours une certaine préférence chez les Français pour Vaillant, qui parle parfaitement leur langue. Alors que les deux dernières décennies du XIX^e siècle l'ont vu privilégier la politique intérieure, il est désormais le ministre des Affaires étrangères du parti socialiste. Contre la menace de guerre, il envisage la possibilité d'une grève générale, que son passé d'ancien dirigeant de la Commune rend crédible, alors que son patriotisme d'ancien combattant hostile à l'armistice et aux conditions de la paix en 1871 ne peut être mis en cause facilement. Au congrès de Limoges (1^{er}-4 novembre 1906), la motion de la Seine qu'il a inspirée s'affirme favorable à l'indépendance nationale, hostile au militarisme et à l'impérialisme et prête à une « action préparée, ordonnée et

combinée » internationale, afin d'empêcher la guerre « par tous les moyens, depuis l'intervention parlementaire, l'agitation publique, les manifestations populaires, jusqu'à la grève générale ouvrière et à l'insurrection »⁵⁷. La motion obtient une majorité encore assez courte (54 % des mandats). Les guesdistes, hostiles à une action spécifique qu'ils jugent illusoire et dangereuse, tentent en vain une contre-offensive au congrès suivant (Nancy, 11-15 août 1907). L'apparition d'une nouvelle tendance menée par Gustave Hervé complique le jeu, gêne parfois par ses outrances, mais contribue finalement à circonscrire la mauvaise humeur guesdiste et à donner de la consistance aux propositions pour une action énergique contre la guerre. Le bloc Vaillant-Jaurès renforce sa majorité habituelle (62 % pour leur motion). Au congrès international de Stuttgart qui suit immédiatement le congrès français (18-24 août 1907), les Français animent les débats. Allemands et Austro-hongrois souhaitent dire simplement que les travailleurs feront « tout leur possible pour éviter que la guerre n'éclate » et qu'en cas d'échec, ils agiront pour qu'elle « prenne fin rapidement »⁵⁸. Vaillant réclame une action multiforme, qui fasse de l'Internationale une « force vivante ». Il obtient une motion en faveur de l'arbitrage international, acceptant l'emploi contre la guerre de « tous

57. *Ibidem*, pp. 261-262.

58. 7^e congrès socialiste international tenu à Stuttgart du 16 au 24 août 1907, Bruxelles, Brismée, 1908.

les moyens [...] les mieux appropriés », « avec l'aide du Bureau international, force d'action et de coordination ». Pour le congrès de Copenhague, en 1910, il s'associe à l'Écossais Keir Hardie pour demander des objectifs plus précis. Il défend sa position en commission et en séance plénière. Le vote définitif est reporté au congrès international suivant. En juillet 1914, sa motion adoptée par le congrès socialiste français (près de 57 % des mandats) demande, afin d'éviter la guerre et d'imposer l'arbitrage, « la grève générale ouvrière, simultanément et internationalement organisée dans les pays intéressés ainsi que l'action et l'agitation populaires sous les formes les plus diverses. »

En l'absence de Jaurès, retenu à Paris par la bataille parlementaire, Vaillant joue l'arbitre des tendances au congrès de Brest (mars 1913) et l'organisateur du rassemblement unitaire, relayé par Gustave Delory, patron guesdiste de la fédération du Nord. Son discours contre les trois ans de service militaire (au lieu des deux ans en vigueur depuis 1905) ne se réclame pas seulement de l'intérêt du prolétariat, mais veut représenter celui de la société comme de la nation toute entière. La dignité, la conscience et l'intelligence sont mobilisées avec d'autant plus de force que les socialistes se voient contraints de réorienter leur action. L'adversaire principal n'est plus tout à fait le même. La question du mode de scrutin, les rancœurs contre les radicaux et le gouvernement Clemenceau sont toujours présentes, mais

passent au second plan, derrière la nécessité de combattre le militarisme et la politique d'antagonisme avec l'Allemagne. Vaillant plaide pour un rapprochement avec l'Allemagne, la réduction des armements et le soutien aux solutions d'arbitrage dans une perspective large et toute jaurésienne⁵⁹. Cela ne va pas jusqu'à se prononcer pour un nouveau « Bloc » avec les radicaux, comme le voudraient Hervé, Varenne et quelques autres, discrets ou habiles. Sa méfiance affleure lors du congrès d'Amiens (janvier 1914), mais en somme il pousse à une coordination d'ensemble de la tactique socialiste qui n'est pas pour déplaire à Jaurès. L'autonomie des fédérations s'est montrée utile lorsqu'une mainmise guesdiste était redoutée. Désormais que ce n'est plus le cas, Jaurès comme Vaillant ne seraient pas fâchés de renforcer la cohérence de la démarche socialiste et d'éviter des arrangements trop disparates⁶⁰.

Vaillant n'a jamais eu de sympathie pour la politique coloniale française. Cela le différencie de Jaurès, ancien ferryste, longtemps indulgent pour la présence française outre-mer, évoluant au fur et à mesure que les scandales coloniaux,

59. 10^e congrès national tenu à Brest les 23, 24 et 25 mars 1913, *compte rendu sténographique*, Parti Socialiste, 1913. L'intervention de Vaillant, le 24 mars, est reproduite pp. 239-255.

60. 11^e congrès national tenu à Amiens les 25, 26, 27 et 28 janvier 1914, *compte rendu sténographique*, Parti Socialiste, 1914. L'intervention de Vaillant, le 26, est reproduite pp. 187-194.

les violences et les injustices lui apparaissent plus nettement. Il est même plus constant en ce domaine que les guesdistes, longtemps hostiles, mais qui se laissent aller à envisager avec sympathie en 1912 les projets de colonisation socialiste d'une belle vallée marocaine élaborés par l'un des leurs, Lucien Deslinières (1857-1937)⁶¹. Il est donc assez probable qu'il ne soit pas étranger à la radicalisation de Jaurès face aux projets de conquête du Maroc. En tout cas, il le seconde régulièrement dans les débats à la Chambre, affrontant lui aussi la tribune pour dénoncer les incursions insidieuses de l'armée française ou les manœuvres du lobby colonial.

61. Fabien Conord et Mathieu Fulla, « Lucien Deslinières, un socialiste utopique au XX^e siècle », *Revue historique* n° 674, avril 2015.

DES RÉFORMES LAÏQUES ET SOCIALES... RÉVOLUTIONNAIRES OU RÉPUBLICAINES ?

La coopération entre Jaurès et Vaillant ne va pas de soi sur les questions laïques. Certes, ils sont tous deux laïques et anticléricaux, mais de manière assez différente⁶². Antireligieux plus encore qu'anticléric, Vaillant aurait pu gêner la solution de Séparation acceptable à laquelle Jaurès travaille avec Briand et la majorité de la Chambre⁶³. Il n'en est rien. Certes, il reste fidèle à ses principes. Membre de la commission de la Séparation, il dépose un contre-projet le 10 avril 1905 avec Allard et Dejeante, les deux autres anciens du PSR à la Commission. Ce contre-projet est très offensif puisqu'il commence par poser que « la République ne

62. Philippe Boutry, « La Gauche et la religion », *Histoire des gauches en France*, Paris, La Découverte, 2004 et 2005 ainsi que Jean-François Chanet, *Une laïcité socialiste*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, « Les Essais », 2009.

63. Jacqueline Lalouette, *L'État et les cultes, 1789-1905-2005*, Paris, La Découverte, « Repères », 2005.

reconnait, ne protège, ne salarie, ne subventionne ni ne loge aucun culte ». En somme, il refuse l'attribution automatique et gratuite des lieux de culte existant, propriétés de l'État et des communes, aux divers cultes organisés. Maurice Allard, très en verve sur la question, annonce clairement qu'il ne s'agit pas de faire une Séparation dont pourrait s'accommoder l'Église, mais de diminuer « la malfaisance de l'Église et des religions »⁶⁴. Vaillant appuie Allard et expose longuement la nécessité républicaine et sociale de ne pas concéder à l'Église des richesses appartenant à la nation, de prendre garde que la fédération ou l'union des associations culturelles ne puisse redonner de la puissance politique à l'Église⁶⁵. Il faut désarmer celle-ci. Le but ultime est toujours son entière disparition, la laïcisation totale de la société que permettra la révolution. Mais pour préparer celle-ci, la Séparation est de toute façon une réforme à la valeur sociale considérable. C'est pourquoi il indique d'emblée son ralliement à venir au projet de la majorité de la Commission afin de le réaliser dans les meilleurs délais et les meilleures conditions possibles. Du coup, son offensive offre tous les aspects du baroud d'honneur destiné à préparer le terrain pour le seul projet qui dispose de possibilités d'être adopté, et qui devient, Briand ne manque pas l'occasion de le faire remarquer, un texte modéré et d'autant plus acceptable par contraste. Le texte

64. Discours à la Chambre des députés, séance du 10 avril 1905.

65. *Ibidem*.

d'Allard et Vaillant obtient 59 voix, notamment socialistes, radicales et apparentées, contre 495 (après rectifications). Briand, Jaurès, la majorité politique du Bloc ont fait barrage contre lui, seuls quelques anticléricaux ou franc-maçons affirmés comme le socialiste Sembat ou le radical Lafferre lui ont apporté leurs suffrages. Malgré la similitude apparente de leurs votes et prises de position, la différence semble pourtant patente entre Allard, convaincu de la nécessité de son projet, et Vaillant, qui anticipe et prépare la réforme possible.

Si Vaillant laisse faire, engrangeant ce qui lui semble utile sur ce terrain, il se montre plus actif et sans doute plus novateur dans le domaine social et celui des relations entre le socialisme et le syndicalisme. Il a pu être surnommé « le grand-père » de la Confédération générale du travail (CGT) constituée au congrès de Limoges en 1895. L'atout de Vaillant est que, face aux guesdistes convaincus de la suprématie du politique, sa conception de l'autonomie des diverses branches du mouvement ouvrier (politique, syndicale et coopérative) rejoint plus aisément le fonds français venu du proudhonisme en faveur de l'autonomie ouvrière. Il sait trouver les formules qui font mouche, comme au congrès socialiste de Lyon (février 1912), lorsqu'il déclare face aux critiques guesdistes contre la CGT : « pour moi, tout ce que fait la CGT est bien parce qu'elle le décide ». Plusieurs syndicalistes révolutionnaires sont passés par des organisations animées par Vaillant et au premier chef le secrétaire général emblématique (1901-1909)

de la période du syndicalisme révolutionnaire, Victor Griffuelhes (1874-1922). Vaillant est écouté par eux et il peut s'employer à les rapprocher de Jaurès, à faire comprendre aux uns et autres la complémentarité de leurs modes d'intervention. Depuis le congrès de Londres, Jaurès s'est dépris de son surmoi guesdiste et il travaille précisément à faire admettre l'indépendance d'action et la collaboration entre parti, syndicats et coopératives. Vaillant est d'autant plus précieux dans cette stratégie qu'il qualifie lui-même d'« action totale » que, par ailleurs, parlementaire assidu spécialiste des questions du travail et de l'hygiène publique, il entretient d'excellentes relations avec des syndicalistes aux thèses dites « réformistes » comme avec d'autres acteurs de la vie sociale.

S'associant à des structures constituées par des médecins, des fonctionnaires, des spécialistes des questions sanitaires et des politiques aux préoccupations convergentes, Vaillant s'insère à sa manière dans la perspective d'évolution révolutionnaire défendue par Jaurès. Il contribue à faire voter la loi sur l'assainissement des voies privées et il utilise le réseau hygiéniste pour pousser à la mise en place d'une inspection départementale de l'hygiène qui ne soit pas seulement facultative, comme prévue par la loi du 15 février 1902, mais obligatoire et assurée par l'État⁶⁶. Il est soutenu par le groupe socialiste, mais il sait aussi s'entendre avec d'autres

66. *Revue d'hygiène et de police sanitaire*, n° 35, 1913.

députés réformateurs pour parvenir à ses fins, tels Jules Siegfried, héritier d'une grande lignée libérale et patronale du Havre, ou Gilbert Laurent, un médecin député modéré de la Loire... Depuis son entrée au Palais Bourbon, Vaillant demande la création d'un ministère du Travail, enfin obtenue avec le gouvernement Clemenceau⁶⁷ (octobre 1906) et il seconde les efforts d'Arthur Groussier, proche de lui politiquement et géographiquement (député AC puis PSR du X^e arrondissement de Paris), pour l'élaboration du code du Travail qu'institue la loi du 28 décembre 1910. Discret, il est néanmoins un acteur incontournable du réformisme social esquissé par les républicains du début de siècle⁶⁸. Ainsi Jaurès doit rappeler⁶⁹ tout ce que la loi sur les retraites ouvrières, si décriée, mais qu'il estime fondamentale, doit à Vaillant, indispensable pour obtenir le ralliement des socialistes à la loi et opposition sans excès de la CGT. Vaillant est le plus crédible des socialistes pour contrer l'offensive de Guesde contre la loi et faire valoir qu'une position de principe ne doit pas aboutir à un résultat contraire à celui qu'on souhaite

67. Alain Chatriot, Odile Join-Lambert et Vincent Viet, *Les politiques du travail (1906-2006). Acteurs, institutions, réseaux*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006. Les premiers détenteurs du poste sont soit d'anciens socialistes, comme Viviani, Paul-Boncour ou Métin, soit des radicaux comme Lafferre, Renault ou Bourgeois, qui disposent d'importants relais chez les socialistes et les syndicalistes.

68. Christian Topalov (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France (1880-1914)*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1999.

69. Jean Jaurès, « L'œuvre utile », *L'Humanité*, 3 janvier 1910, cf. Gilles Candar et Guy Dreux, *Une loi pour les retraites. Débats socialistes et syndicalistes autour de la loi de 1910*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2010.

obtenir. La question des retraites, comme les autres, celle du logement ouvrier sain et bon marché par exemple, sont pour lui autant de jalons dans l'élaboration d'une législation qui doit amener l'assurance sociale contre les risques de maladie, chômage, vieillesse..., son idée-force. C'est la garantie de l'indépendance et de la liberté d'action, le préalable nécessaire à une république authentiquement démocratique et sociale. Il est aisé de voir les deux termes de l'alternative qui serait ensuite possible : le passage à une société fondée sur la propriété sociale, perspective révolutionnaire restée probablement jusqu'à la fin celle de Vaillant lui-même, ou une république de compromis avec une législation sociale et progressiste avancée, à l'instar de ce qui sera réalisé en France à la Libération, perspective réformiste qui séduira de nombreux disciples de Vaillant. Bien entendu, cette différence n'engendre pas toujours ni nécessairement des divergences antagonistes, mais elle n'est pas niable et entretient une tension, sans doute consubstantielle au projet républicain lui-même⁷⁰.

70. Marion Fontaine, Frédéric Monier, Christophe Prochasson, *Une contre-histoire de la III^e République*, Paris, La Découverte, 2013.

JUSQU'AU BOUT...

On débat toujours de ce qu'aurait pu dire ou faire Jean Jaurès après le 31 juillet 1914. Pour Vaillant, la question ne se pose pas. Il choisit la défense nationale, et jusqu'à sa mort incarne un socialisme résolument engagé dans ce qu'on appelle « l'union sacrée » en reprenant une formule employée par Raymond Poincaré. Lors des obsèques de Jaurès, Vaillant essaie d'imaginer ce que dirait celui-ci de la situation et conclut que « devant cette catastrophe générale qui s'annonce, au moment où toutes les forces de barbarie, toutes les puissances du militarisme impérialiste se déchaînent contre nous, nous ne devons pas perdre ni même laisser faiblir notre foi internationaliste, ni notre foi socialiste »⁷¹. La formule reste un peu générale, mais permet de bien comprendre que pour Vaillant, comme pour l'ensemble de ses camarades, il n'existe aucun doute sur les responsabilités dans le déclenchement du conflit. Certes, la situation était explosive, mais certains

71. *L'Humanité*, 5 août 1914.

ont délibérément choisi d'allumer la mèche. Très ému, Vaillant ne s'étend pas alors sur ses relations personnelles avec Jaurès. Il y reviendra après quelques semaines de deuil dans un émouvant billet publié par *L'Humanité*, empli d'affection et d'admiration pour l'assassiné⁷². Le trouble personnel n'empêche pas la détermination politique : le pays attaqué doit être défendu, la vie et la liberté de la nation sont en jeu et priment sur toutes les autres considérations. La formule qu'il utilise sera souvent reprise tout au long du conflit : « Jurons de faire notre devoir jusqu'au bout, pour la Patrie, pour la République, pour la Révolution ! »

Membre de la direction restreinte de dix membres mise en place pour conduire le parti socialiste, Vaillant critique rudement les tenants d'un pacifisme insensé et injustifié dont les formules lui semblent sans rapport avec la réalité concrète de l'agression⁷³. Il n'en proclame pas moins la nécessité de bâtir après la victoire une Europe de nations libres et indépendantes aux relations fondées sur la coopération et la paix⁷⁴. Il ne tombe donc pas dans le chauvinisme de la presse nationaliste. Assez logiquement, il retrouve les réflexes de 1870 et 1871 : Paris doit être défendu « jusqu'au bout » et préférer la destruction au déshonneur de la reddition, afin de

72. Édouard Vaillant, « Jaurès », *L'Humanité*, 10 octobre 1914.

73. Édouard Vaillant, « Imbécillités doctrinaires » et « Formalistes doctrinaires », *L'Humanité*, 8 septembre et 9 octobre 1914.

74. Édouard Vaillant, « Réponse à une question », *L'Humanité*, 25 octobre 1914.

permettre par sa résistance héroïque la victoire finale. La beauté de Paris, c'est d'abord « sa grandeur morale »⁷⁵. Bien entendu, Vaillant critique la clôture des séances parlementaires et regrette le départ à Bordeaux du gouvernement et des parlementaires. Comme sous la Révolution, la victoire doit suivre une résistance énergique et générale conduite par la représentation nationale⁷⁶.

Pendant plus de seize mois, il s'efforce de prendre part à cette résistance, au sein du groupe des députés de Paris, à la Chambre avec la reprise en décembre des séances parlementaires, dans la presse ou lors des réunions du parti socialiste où il se montre un des plus véhéments. Il est d'autant plus vindicatif que convaincu de la justesse fondamentale de son choix, il ne peut qu'être troublé par l'écroulement subit de son espérance pacifiste et internationaliste, au moins pour un temps. Sur le fond, il ne concède rien : « Si la France avait attaqué la Belgique, nous nous serions rangés du côté de l'opprimée »⁷⁷, explique-t-il le 5 décembre 1915 aux minoritaires lors d'un congrès fédéral. Les responsabilités des empires centraux dans le déclenchement du conflit restent pour lui irrévocables et, partant, la défaillance des social-démocraties

75. Sur le Paris populaire pendant la Grande Guerre, Jean-Louis Robert, *Les ouvriers, la patrie et la révolution, Paris 1914-1919*, Paris, Les Belles Lettres, 1995.

76. Édouard Vaillant, « Ci-devant députés », « Paris », « Paris et Bordeaux », *L'Humanité*, 12, 18 et 20 septembre 1914.

77. Archives nationales, Fonds Panthéon, dossier Vaillant, F7/16026/1.

allemande et austro-hongroise manifeste . Il faut donc d'abord vaincre, puis reprendre le combat pour organiser autrement l'humanité. À Dubreuilh, collaborateur de toujours, il confie, la veille de sa mort : « C'est la fin. Cette guerre me mine. Cette guerre m'a tué. Oh ! Cette guerre ! Avoir lutté quarante ans pour l'écarter, pour la conjurer, et avoir été forcé de la subir atroce, implacable ! C'est l'écroulement de tout mon être. Et pourtant, je voudrais y survivre, car je vois, car je sens qu'elle est aussi le laboratoire des temps futurs et qu'elle enfantera une autre humanité ; mais non, la mort est là »⁷⁸. Le matin du décès, il indique au même compagnon vouloir attendre le surlendemain pour commencer son traitement car il souhaite attendre l'achèvement du congrès socialiste de la Seine. Il meurt chez lui, de fatigue et probablement d'angoisse, le samedi 18 décembre dans l'après-midi.

Trotsky intitule « Une époque s'en va » l'article nécrologique qu'il lui consacre dans *Naché Slovo* [*Notre Parole*]⁷⁹. Curieusement, il remet cette mort en perspective et parle longuement de celles de Bebel, Liebknecht et Jaurès avant d'évoquer la disparition de celui qu'il présente comme le dernier représentant du blanquisme. Nulle rancœur chez Trotsky, mais le constat du « plus extrême patriotisme »

78. Louis Dubreuilh, « À la mémoire d'Édouard Vaillant », *L'Humanité*, 22 décembre 1915.

79. Article repris dans Léon Trotsky, *Le mouvement communiste en France*, textes choisis et présentés par Pierre Broué, Paris, Les Éditions de Minuit, 1967, pp. 36-41.

provenant de la tradition blanquiste elle-même issue *via* le babouvisme de la « grande Révolution ». Certes, selon Trotsky, Vaillant était un des rares Français à connaître véritablement la langue et la littérature allemandes, mais il voyait aussi la France comme « le pays élu, la nation libératrice qui seule, par son attouchement, éveille les autres peuples à la vie morale ». Ses obsèques donnent lieu à des cérémonies rappelant celles ayant accompagné la dépouille de Jaurès l'année précédente : hommages des institutions à la maison mortuaire, défilé jusqu'à la gare avec discours des représentants du gouvernement (Viviani de nouveau), des assemblées dans lesquelles avait siégé le défunt, du parti ou des groupes socialistes (Dubreuilh, Dejeante, Aubriot), des syndicats (Jouhaux) et des anciens combattants de la Commune (Dr Goupil). L'amorce de l'article de Compère-Morel donne la tonalité de ces obsèques de guerre : « Sous un ciel morose, gris et pluvieux, Paris a fait au grand socialiste et au bon Français des funérailles dignes de lui »⁸⁰. Le lendemain, nouvelle cérémonie, nouveaux hommages et discours à Vierzon où Vaillant est enterré auprès de ses parents dans la sépulture familiale, rejoint plus tard par son fils Jacques et un de ses petits-fils, Philippe.

Retracer ce parcours ne tend pas à réhabiliter ou restaurer une nouvelle icône de la république, du socialisme

80. *L'Humanité*, 23 décembre 1915.

ou de la révolution. L'intérêt du prisme biographique est d'obliger à s'investir dans une recherche disparate et éclatée, mais propice à une compréhension affinée des questions rencontrées. Jeune militant révolutionnaire, intellectuel et athée, Vaillant veut abattre la monarchie, le capitalisme, la religion et la guerre. Il se voue à l'étude et à l'action politique et, en somme, appartient au milieu assez restreint des acteurs à plein temps de la vie politique nationale et internationale, de la guerre de 1870 jusqu'à sa mort. Homme d'opposition, exilé pendant neuf années, condamné à mort, il est aussi un homme de réalisation. Il participe directement à la construction d'une force politique, le parti socialiste, à l'avenir durable sous ses divers avatars, et il n'est pas étranger à l'émergence du syndicalisme et d'un certain nombre d'organisations sociales. Il contribue sans doute d'encore plus près à un choix fondamental : l'insertion d'une force aux objectifs révolutionnaires au sein de la société et de la république, et non en dehors. Il participe avec bonheur au système électoral et s'emploie à donner un sens à ces mandats allant bien au-delà d'une simple affirmation protestataire et dénonciatrice. Sans vouloir s'associer directement au pouvoir d'État, mais en acceptant de jouer de sa part d'influence et de détermination politique comme représentant du peuple, coopérant à l'élaboration de la loi commune, il s'insère pleinement dans une stratégie étagée, privilégiant tout ce qui peut renforcer l'éducation, la santé et l'autonomie des travailleurs. Il réussit à assurer la jonction entre l'aspiration

révolutionnaire et le cadre républicain qui, au-delà des évolutions, transformations et adaptations diverses, dessine assez bien les grandes lignes d'intervention d'un socialisme républicain militant pour la réalisation progressive d'une république démocratique, laïque et sociale.

COLLECTION DIRIGÉE PAR GILLES FINCHELSTEIN
ET LAURENT COHEN

ISBN : 978-2-36244-086-1

© ÉDITIONS FONDATION JEAN-JAURÈS
12, CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS
www.jean-jaures.org

Réalisation : REFLETS GRAPHICS
Imprimé en France par l'imprimerie BURELOR
NOVEMBRE 2015

GILLES CANDAR

ÉDOUARD VAILLANT

LE SOCIALISME RÉPUBLICAIN

Édouard Vaillant (1840-1915) est un personnage central du socialisme français. Membre de la Commune de Paris, il associe l'héritage blanquiste au marxisme et développe une stratégie « d'action totale » à la fois révolutionnaire et réformiste. Il est l'homme de l'unité socialiste, de son entente avec le mouvement syndical et coopératif. Patriote et internationaliste, initiateur de la protection sociale, il dessine avec Jaurès et Guesde bien des caractéristiques du socialisme républicain à la française.

Gilles Candar est professeur d'histoire au lycée Montesquieu (Le Mans). Il a publié plusieurs ouvrages sur l'histoire de la gauche ou du socialisme. Président de la Société d'études jaurésiennes, il coordonne l'édition des Œuvres de Jaurès chez Fayard.

www.jean-jaures.org



3 782362 440861

ISBN : 978-2-36244-086-1

6 €

Fondation
Jean Jaurès